

Et je souligne:

... dépasser ... le rendement de la plupart des pays industrialisés. S'il en est ainsi, le bien-être des Canadiens s'en trouvera singulièrement accru.

Ceux qui ont rédigé l'exposé du Conseil économique du Canada ne jouent pas à la politique partisane, mais analysent au contraire avec soin la situation, en septembre 1969, à la suite des mesures prises au printemps de 1968.

Un peu plus loin, on peut lire, à la page 29 du rapport, et je cite:

Le succès des mesures proposées, surtout en matière de politique monétaire, demeure conditionné à la mise en application de mesures à peu près semblables aux États-Unis.

Je voudrais maintenant rappeler aux honorables députés de l'opposition qu'il a fallu au-delà d'un an et demi pour consentir à ce surplus de taxe, et l'on a imposé une augmentation de 10 p. 100, c'est-à-dire cet excédent dont on est encore en train de discuter. Au fait, la plupart des économistes américains disaient, alors que les États-Unis avaient manqué leur coup, car ils avaient adopté cette mesure au moins un an en retard.

Je continue la citation:

Il semble que, s'écartant de la politique suivie antérieurement et axée principalement sur les fluctuations cycliques à court terme, ce pays s'oriente de plus en plus vers des plans d'action à plus long terme semblables à ceux que nous avons préconisés pour le Canada.

S'il en est ainsi, ce sera pour notre pays une invitation et un encouragement à adopter des mesures similaires.

Un peu plus loin, on peut lire ceci:

Pour la cinquième année consécutive, les comptes publics établis sur la base des comptes de la nation et englobant tous les secteurs du gouvernement (recettes perçues au titre des régimes de pension comprises) ont fait ressortir en 1968 un solde excédentaire. Fait à noter, cette année-là l'excédent a été réalisé au moment où l'économie marquait un certain ralentissement et où le taux de chômage approchait de 5 p. 100. Dans une situation de plein emploi, ce surplus aurait été sensiblement plus élevé. A partir de 1969, des mesures d'austérité beaucoup plus rigoureuses qu'aux États-Unis ont été introduites dans la politique budgétaire, comme le révèle notre analyse des comptes de la nation. Il conviendra de surveiller de près l'opportunité de maintien de telles mesures restrictives appliquées par le gouvernement canadien à tous les échelons.

Au fait, l'organisme qui a écrit ceci dit qu'évidemment, le gouvernement a pris des mesures d'austérité très pénibles, mais que l'on verra mieux dans un an ou deux quels peuvent être ses résultats. Le rapport dit, d'ailleurs, à la page 30—et il s'agit précisément de la citation que les députés de l'opposition ont invoquée à plusieurs reprises, mais

[M. Mongrain.]

dont ils ont oublié de mentionner la source— et je cite:

De nouvelles restrictions financières et monétaires pourraient bien n'avoir d'autre effet que d'aggraver le chômage et de freiner l'économie, sans pourtant réagir sensiblement sur les prix et les coûts.

Il ne s'agit que d'une supposition, mais, lorsqu'on est en train de se noyer, on s'accroche à la première branche que l'on peut atteindre pour essayer de se sauver. On ne se contente pas de rien faire.

Et, de plus, voici ce que l'on ajoute:

De plus, il faudra attendre à l'an prochain pour que les résultats des mesures d'austérité prises cette année soient pleinement ressentis.

On verra l'an prochain. Il faut faire quelque chose, et c'est précisément ce à quoi je pense en écoutant les députés de l'opposition tout critiquer. Ils demandent au gouvernement de faire des dépenses et des investissements qui s'élèveraient à plusieurs milliards de dollars, mais ils ne suggèrent aucune solution pratique.

Au moins, les députés du Ralliement créditiste, eux, proposent une solution à laquelle ils croient, puisqu'ils la défendent depuis des années, même s'il y en a plusieurs qui la jugent illusoire. Alors, je leur rends ce témoignage, car ils ont au moins une solution à proposer, tandis que la plupart des autres membres de l'opposition se contentent de combattre le gouvernement sans proposer aucune solution concrète.

Je crois que nous ne jouons pas à la démagogie, même s'il s'agit d'un moyen facile, dans un climat de tempête comme celui qui existe dans tout l'univers, même au Canada. Il est facile de jouer à la démagogie, de monter les gens les moins éclairés contre le gouvernement, en prétendant que ce malaise dont souffre la nation est attribuable au présent gouvernement, comme on l'a fait d'ailleurs dans d'autres pays, sans toutefois régler aucun problème.

J'entendais l'honorable député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) dire: Si les choses continuent à ce rythme, nous aurons un budget de 12 milliards de dollars cette année. Et puis après? Au fait, le gouvernement fédéral a donné davantage aux provinces cette année, la population a augmenté, de même que les besoins et le coût des services sociaux. Si le gouvernement n'avait pas imposé un régime d'austérité, quelle serait alors la situation! On reproche au gouvernement d'être strict dans sa façon d'administrer les deniers publics, en même temps qu'on lui reproche de faire des économies. Voilà toute la logique des députés de l'opposition. On lui reproche, par exemple, de ne pas garder certains emplois qui ne sont pas absolument essentiels et, enfin, de réduire le nombre de certains autres.